

Elle veut casser les GAFAM... vraiment ?

Le rejet des GAFAM fait son chemin y compris dans leur fief, aux U.S.A, pourrait-on se réjouir en constatant par exemple que [Google est mis à nu](#) (article en anglais) par le Comité judiciaire du Sénat des États-Unis.

Il est même question à la fin de cet article de protéger par des lois et d'encadrer plus strictement les usages numériques des mineurs. Quelque chose serait-il en train de changer au pays de la libre-entreprise ?

On pourrait de même se réjouir de voir Elizabeth Warren, une candidate démocrate à la présidence et farouche opposante de Trump, publier un appel récent au titre ravageur et programmatique : « [Voici comment nous pouvons briser les Big tech](#) ».

Cependant, comme va l'exposer de façon documentée [Christophe Masutti](#) ci-dessous, il y a loin de la critique des GAFAM qu'elle articule à la remise en question du système libéral qui pourrait en être la conséquence logique...

Casser les GAFAM... et recommencer

par Christophe Masutti

Dans les années 1970, l'économiste américaine [Susan Strange](#) théorisait l'économie politique des États-Unis relativement aux intérêts de marché. Elle démontrait dans ses travaux comment la stabilité économique des États-Unis ne dépendait pas du seul pilier des intérêts territoriaux assurés par leur puissance militaro-financière.

Les jeux se jouaient à la fois sur les marchés intérieurs et extérieurs : conditions d'accès aux marchés, production de produits financiers, investissements et firmes multinationales. Elle identifiait plusieurs couches structurelles sur lesquelles devait reposer toute velléité impérialiste, c'est-à-dire la construction de plusieurs types d'hégémonies. La plupart d'entre elles dépendaient à la fois de grandes entreprises et de l'organisation des créneaux économiques que le pouvoir politique américain était capable de dessiner (imposer) sur le globe.

Aujourd'hui, nous connaissons bien évidemment nombre de ces structures et en particulier les structures de la connaissance, celles qui reposent pour l'essentiel sur les technologies de l'information et de la communication et qui sont maîtrisées en grande partie, voire en totalité, par des firmes américaines. Pour ce qui concerne Internet : Google-Alphabet, Amazon, AT&T, Microsoft, etc. (du côté chinois, le même jeu est en train de se dérouler et il importe de ne pas le perdre de vue).

Les processus qui ont permis l'émergence de ces firmes hégémoniques ne se résument pas uniquement aux pratiques de ces dernières. Leur manque d'éthique, l'organisation savante du vol de nos données personnelles, les implications de cette industrie de la *data* sur nos libertés d'expression, nos vies privées et la démocratie, ne sont pas la recette unique de leur position dominante.

On pourrait éternellement dissenter sur ces pratiques, démontrer à quel point elles sont néfastes. Il n'en demeure pas moins que si la situation est telle, c'est parce que des stratégies structurelles sont à l'œuvre. Il s'agit de plusieurs pouvoirs : l'état de guerre permanent orchestré par les États-Unis depuis la fin de la Guerre du Vietnam, la transformation ultra-technologique de l'économie financière, les contraintes de marché imposées aux peuples (et pas seulement ceux des pays défavorisés) par des accords iniques,

et enfin les technologies de l'information (depuis au moins l'histoire naissante des communications câblées, et à travers tout le XX^e siècle). Ces éléments constituent ce que le sociologue et économiste John B. Foster et l'historien des médias Robert W. McChesney appellent le capitalisme de surveillance¹, c'est à dire le résultat de ces stratégies hégémoniques et dont la puissance de surveillance (et donc de contrôle) est assurée par les GAFAM (mais pas seulement).

Il reste néanmoins un point crucial : la question des monopoles. Lorsqu'une économie a tendance à se retrouver sclérosée par quelques monopoles qui assurent à eux seuls de multiples secteurs d'activité (rappelons la multiplicité des activités de Google-Alphabet), et couvrent une grande part des capitaux financiers disponibles au détriment de la dynamique économique², le problème de ces monopoles... c'est que l'économie politique à l'œuvre commence à se voir un peu trop bien.

Quels que soient les partis au pouvoir aux États-Unis, c'est cette politique qui a toujours primé. L'effet de ce conditionnement se fait sentir y compris chez les plus audacieux intellectuels. Les plus prompts à critiquer les pratiques sournoises des GAFAM le feront toujours au nom des libertés des individus, au nom de la vie privée, au nom du droit, mais très peu d'entre eux finissent par reconnaître que, finalement, c'est une critique du capitalisme qu'il faut faire. Y compris, et surtout, une critique des principes politiques qui encouragent les stratégies hégémoniques.

Lorsque le capitalisme et le libéralisme sont considérés comme les seuls systèmes capables de sauvegarder la démocratie, on en vient à des poncifs. Il me revient par exemple ce refrain stupide du milieu des années 1990, où l'on répétait à l'envi que là où McDonald s'installait, la paix s'installait. La démocratie a peu à peu été réduite à la somme des libertés que chacun peut exercer dans un marché capitaliste, c'est-à-dire un marché où les biens finissent toujours par être détenus par

quelques-uns, détenteurs de fait du pouvoir politique.

Cette difficulté à penser la démocratie autrement qu'à travers le prisme libéral, est parfaitement illustrée par le récent ouvrage de Shoshana Zuboff³. Cette dernière démontre avec brio comment les stratégies des Gafam et consorts se révèlent être un hold-up sur nos vies et donc sur la démocratie. Elle décortique de manière méthodique la manière dont ces pratiques modifient nos comportements, modèlent le marché et nous privent de notre autonomie. Comprendre aussi : notre autonomie en tant qu'agents économiques, nos libertés de choix et de positionnement qui font le lit d'une certaine conception d'un marché redistributif fondé sur la concurrence et l'échange. En somme les monopoles cassent ce marché, brisent le contrat social (celui d'Adam Smith plus que celui de Rousseau) et brisent aussi l'équilibre libéral sur lequel est censé reposer un capitalisme qui dure, celui fondé sur la propriété privée, etc.

Peu important finalement les solutions alternatives, y compris libérales, que l'on puisse opposer à ces modèles : si S. Zuboff ne parvient pas à aller au bout de sa démonstration⁴, c'est qu'elle ne critique que les mécanismes économiques et techniques du capitalisme de surveillance et se refuse à admettre qu'il s'agit d'une économie politique dont il faudrait analyser les principes et les remplacer.

Toutes ces considérations pourraient en rester au stade du débat d'idées. Ce n'est pas le cas. Les conceptions politiques qui ont permis justement l'émergence des monopoles américains du Web et leur hégémonie semblent avoir la peau bien plus dure qu'on ne le pensait. Cela alors même que leurs effets sur les libertés sont pointés du doigt. Tout se passe comme si la seule cause à défendre n'était qu'un credo libéral et pas n'importe lequel.

La candidate du parti démocrate , résolument opposée à D.

Trump pour les prochaines élections présidentielles de 2020, publiait récemment par l'intermédiaire de son équipe sur la plateforme *Medium.com* un article au titre apparemment incisif : « [Here's how we can break up Big Tech](#) »⁵ (« Voici comment nous pouvons briser les Big tech »). La guerre au capitalisme de surveillance est-elle officiellement déclarée aux plus hauts niveaux des partis politiques ? Cette ancienne conseillère de B. Obama, dont les positions publiques et acerbes à l'encontre des requins de la finance mondiale lui ont valu une certaine renommée, a-t-elle trouvé le moyen de lutter contre les inégalités sociales et financières que créent les modèles économiques des Big Tech ?

En fait, non. Son texte est l'illustration des principes énoncés ci-dessus même si le constat a le mérite d'être lucide :

Les grandes entreprises technologiques d'aujourd'hui ont trop de pouvoir – trop de pouvoir sur notre économie, notre société et notre démocratie. Elles ont écrasé la concurrence, utilisé nos renseignements personnels à des fins lucratives et faussé les règles du jeu contre tout le monde. Ce faisant, elles ont nui aux petites entreprises et étouffé l'innovation.

À lire Elizabeth Warren, les outils de régulation économique se résument en fait à l'organisation d'un espace concurrentiel libre et non faussé. Son argumentation est intéressante : si les grands monopoles en sont arrivés là, c'est parce, profitant d'un manque de régulation, ils ont roulé les consommateurs. Ces derniers seraient les dindons de la farce, et se retrouvent après tant d'années les instruments involontaires du pouvoir des GAFAM.

Warren Buffett Calls Elizabeth Warren "Angry and Demonizing"

0 Comments / By Elyssa Kirkham / March 2, 2015



On a Monday appearance on CNBC's "Squawk Box," Warren Buffett criticized Elizabeth Warren's hard-line approach for leaving little room for compromise, and said the Massachusetts senator should be "less angry and demonizing."

Elizabeth Warren, qui semble trop agressive au milliardaire Warren Buffet, veut-elle vraiment en finir avec les GAFAM ? Photo [Edward Kimmel](#) (CC BY-SA 2.0)

La posture d'E. Warren est alors très confortable : elle réfute d'emblée l'idée que l'apparition de ces monopoles est le fruit d'une politique hégémonique (celle qui favorisait justement l'apparition de monopoles américains à l'échelle du globe) menée tant par les démocrates que par les conservateurs. Au contraire : c'est sur les individus uniquement, et à leur détriment, que se seraient bâti ces monopoles. Dès lors c'est en libérateur que le parti démocrate pourra intervenir, avec E. Warren à sa tête, pour défaire les liens des individus et leur rendre leur vie privée, leurs droits et, carrément, une vraie démocratie.

Cela dit, comme nous l'avons vu, cette démocratie ne s'exerce

que dans un certain cadre, celui d'une concurrence maîtrisée et juste. Pour E. Warren, il est alors temps de « démanteler Amazon, Facebook et Google », d'une part en durcissant les règles anti-trust (en souvenir d'un âge d'or de la régulation contre les conglomérats) et, d'autre part, en distinguant l'utilitaire des plate-formes (les conditions techniques d'accès, les structures) et les services aux utilisateurs. Les entreprises qui posséderaient l'utilitaire (par exemple un fournisseur d'accès Internet) seraient alors réputées accomplir un service public (qui, au besoin, pourrait très bien être régulé à coup de subventions) et ne pourraient pas posséder les deux faces du modèle économique. Inversement, les entreprises qui assurent des services ne pourraient pas « coincer » les utilisateurs sur leur système.

Il y a deux conclusions que l'on tire de cette proposition de E. Warren. La première, c'est qu'il est désormais acté que les entreprises de la *Tech* sont à même d'accomplir du service d'intérêt public : loin d'être nationalisées, au contraire, de nombreuses solutions pourront toujours être externalisées par les États *en toute confiance* (tout comme Kaa hypnotise le jeune Mowgli) puisque, en théorie, cela ne risquera plus de créer de distorsion de concurrence. L'autre conclusion est que ces nouvelles dispositions n'interviennent évidemment que sur le territoire des États-Unis : on joue là encore sur la régulation des multinationales sur le marché intérieur et dont les effets se feront sentir sur le marché extérieur. Ici il s'agit de multiplier les acteurs, créer des « petits » Gafam qui auront alors l'avantage de se présenter auprès de l'Europe comme des acteurs économiques si différents et à chaque fois pleinement compatibles avec les lois européennes ressenties comme protectionnistes. Il restera cependant que les technologies, elles, demeureront des émanations de l'*American tech*. Certes l'innovation sera moins bridée par les monopoles actuels, mais ces mini-gafam continueront d'assurer l'hégémonie tout en s'inscrivant de manière moins frontale sur les marchés mondiaux face à (ou avec) d'autres géants chinois.

Oui, parfois les libertés individuelles ont bon dos. On peut construire toutes sortes d'argumentations sur cette base, y compris celle qui consiste à rebattre les cartes et recommencer... Si vous voulez vous aussi jouer ce jeu de dupes, signez la [pétition de la Team Warren](#).

1. John Bellamy Foster et Robert W. McChesney, « Surveillance Capitalism. Monopoly-Finance Capital, the Military-Industrial Complex, and the Digital Age », *Monthly Review*, 07/2014, vol. 66. [↪](#)
2. Par exemple, on peut comparer aux États-Unis le nombre de salariés employés par les firmes multinationales de la Silicon Valley, pour des sommets de capitaux financiers jamais atteints jusqu'à présent et le nombre de salariés que l'industrie automobile (plutôt nationale) employait jusqu'à un passé récent. Le résultat n'est pas tant de pointer que les *Big tech* emploient moins de monde (et il y a tout de même une multitude de sous-traitants) mais qu'en réalité l'organisation de cette économie crée des inégalités salariales radicales où les plus qualifiés dans les nœuds monopolistiques concentrent toute la richesse. Les chômeurs laissés pour compte dans cette transformation de l'économie manufacturière en économie de service constituent un déséquilibre évident pour l'économie américaine et qui s'est traduit récemment en crise financière. [↪](#)
3. Shoshana Zuboff, *Das Zeitalter Des ÜberwachungsKapitalismus*, Frankfurt, Campus Verlag, 2018 ; Shoshana Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York, Public Affairs, 2019. [↪](#)
4. C'est un peu ce que montre Sébastien Broca dans une lecture critique du livre de S. Zuboff. S. Broca, « [Surveiller et prédire](#) », *La vie des idées*,

07/03/2019.↵

5. Elizabeth Warren, « [Here's how we can break up Big Tech](#) », *Medium.com*, 08/03/2019.↵

Demain, les nains...

Et si les géants de la technologie numérique étaient concurrencés et peut-être remplacés par les nains des technologies modestes et respectueuses des êtres humains ?

Telle est l'utopie qu'expose Aral Balkan ci-dessous. Faut-il préciser que chez Framasoft, nous avons l'impression d'être en phase avec cette démarche et de cocher déjà des cases qui font de nous ce qu'Aral appelle une *Small Tech* (littéralement : les petites technologies) par opposition aux *Big Tech*, autrement dit les GAFAM et leurs successeurs déjà en embuscade pour leur disputer les positions hégémoniques.

Article original sur le blog d'Aral Balkan : [Small technology](#)

L'antidote aux *Big tech* : la *Small Tech*



Les géants du numérique, avec leurs « [licornes](#) » à plusieurs milliards de dollars, nous ont confisqué le potentiel d'Internet. Alimentée par la très courte vue et la rapacité du capital-risque et des *start-ups*, la vision utopique d'une ressource *commune* décentralisée et démocratique s'est transformée en l'autocratie dystopique des *panopticons* de la *Silicon Valley* que nous appelons le [capitalisme de surveillance](#). Cette mutation menace non seulement nos démocraties, mais aussi l'intégrité même de notre personne à l'ère du numérique et des réseaux¹.

Alors que [la conception éthique](#) décrit sans ambiguïté les critères et les caractéristiques des alternatives éthiques au capitalisme de surveillance, c'est l'éthique elle-même [qui est annexée par les Big Tech](#) dans des opérations de relations publiques qui détournent l'attention des questions systémiques centrales² pour mettre sous les projecteurs des symptômes superficiels³.

Nous avons besoin d'un antidote au capitalisme de surveillance qui soit tellement contradictoire avec les intérêts des Big

Tech qu'il ne puisse être récupéré par eux. Il doit avoir des caractéristiques et des objectifs clairs et simples impossibles à mal interpréter. Et il doit fournir une alternative viable et pratique à la mainmise de la *Silicon Valley* sur les technologies et la société en général.

Cet antidote, c'est la Small Tech.

Small Tech

- elle est conçue par des humains pour des humains ⁴ ;
- elle n'a pas de but lucratif ⁵ ;
- elle est créée par des individus et des organisations sans capitaux propres⁶ ;
- elle ne bénéficie d'aucun financement par le capitalisme de la surveillance des Big Tech⁷ ;
- elle respecte la vie privée par défaut⁸ ;
- elle fonctionne en pair à pair⁹ ;
- elle est [copyleft](#)¹⁰ ;
- elle favorise les petits plutôt que les grands, les simples plutôt que les complexes et tout ce qui est modulaire plutôt que monolithique¹¹ ;
- elle respecte les droits humains, leurs efforts et leur expérience¹² ;
- elle est à l'échelle humaine¹³.

Ces critères signifient que la Small Tech :

- est la propriété des individus qui la contrôlent, et non des entreprises ou des gouvernements ;
- respecte, protège et renforce l'intégrité de la personne humaine, des droits humains, de la justice sociale et de la démocratie à l'ère du numérique en réseau ;
- encourage une organisation politique non-hiérarchisée et où les décisions sont prises à l'échelle humaine ;

- alimente un bien commun sain ;
 - est soutenable ;
 - sera un jour financée par les communs, pour le bien commun.
 - ne rapportera jamais des milliards à quiconque.
-

1. Lectures suggérées : [La nature du « soi » à l'ère numérique](#), [Encourager la maîtrise de chacun et la bonne santé des biens communs](#), et [Nous n'avons pas perdu le contrôle du Web – on nous l'a volé](#) [\[retour\]](#)
2. Nous avons un système dans lequel 99.99999% des investissements financent les entreprises qui reposent sur la surveillance et se donnent pour mission de croître de façon exponentielle en violant la vie privée de la population en général [\[retour\]](#)
3. « Attention » et « addiction ». S'il est vrai que les capitalistes de la surveillance veulent attirer notre attention et nous rendre dépendants à leurs produits, ils ne le font pas comme une fin en soi, mais parce que plus nous utilisons leurs produits, plus ils peuvent nous exploiter pour nos données. Des entreprises comme Google et Facebook sont des fermes industrielles pour les êtres humains. Leurs produits sont les machines agricoles. Ils doivent fournir une façade brillante pour garder notre attention et nous rendre dépendants afin que nous, le bétail, puissions volontairement nous autoriser à être exploités. Ces institutions ne peuvent être réformées. Les Big Tech ne peuvent être réglementées que de la même manière que la *Big Tobacco* pour réduire ses méfaits sur la société. Nous pouvons et devrions investir dans une alternative éthique : la Small Tech. [\[retour\]](#)
4. La *petite technologie* établit une relation d'humain à humain par nature. Plus précisément, elle n'est pas

créée par des sociétés à but lucratif pour exploiter les individus – ce qu'on appelle la technologie entreprise vers consommateur. Il ne s'agit pas non plus d'une technologie construite par des entreprises pour d'autres entreprises [\[retour\]](#)

5. Nous construisons la Small Tech principalement pour le bien commun, pas pour faire du profit. Cela ne signifie pas pour autant que nous ne tenons pas compte du système économique dans lequel nous nous trouvons actuellement enlisés ou du fait que les solutions de rechange que nous élaborons doivent être durables. Même si nous espérons qu'un jour Small Tech sera financé par les deniers publics, pour le bien commun, nous ne pouvons pas attendre que nos politiciens et nos décideurs politiques se réveillent et mettent en œuvre un tel changement social. Alors que nous devons survivre dans le capitalisme, nous pouvons vendre et faire des profits avec la Small Tech. Mais ce n'est pas notre but premier. Nos organisations se préoccupent avant tout des méthodes durables pour créer des outils qui donnent du pouvoir aux gens sans les exploiter, et non de faire du profit. Small Tech n'est pas une organisation caritative, mais une organisation à but non lucratif. [\[retour\]](#)
6. Les organisations disposant de capitaux propres sont détenues et peuvent donc être vendues. En revanche, les organisations sans capital social (par exemple, les sociétés à responsabilité limitée par garantie en Irlande et au Royaume-Uni) ne peuvent être vendues. De plus, si une organisation a du capital-risque, on peut considérer qu'elle a déjà été vendue au moment de l'investissement car, si elle n'échoue pas, elle doit se retirer (être achetée par une grande société ou par le public en général lors d'une introduction en bourse). Les investisseurs en capital-risque investissent l'argent de leurs clients dans la sortie. La sortie est la façon dont ces investisseurs font leur retour sur

investissement. Nous évitons cette pilule toxique dans la Small Tech en créant des organisations sans capitaux propres qui ne peuvent être vendues. La *Silicon Valley* a des entreprises de jetables qu'ils appellent des *startups*. Nous avons des organisations durables qui travaillent pour le bien commun que nous appelons *Stayups* (Note de Traduction : jeu de mots avec le verbe *to stay* signifie « demeurer »). [\[retour\]](#)

7. La révolution ne sera pas parrainée par ceux contre qui nous nous révoltons. Small Tech rejette le parrainage par des capitalistes de la surveillance. Nous ne permettrons pas que nos efforts soient utilisés comme des relations publiques pour légitimer et blanchir le modèle d'affaires toxique des Big Tech et les aider à éviter une réglementation efficace pour mettre un frein à leurs abus et donner une chance aux alternatives éthiques de prospérer. [\[retour\]](#)
8. La vie privée, c'est avoir le droit de décider de ce que vous gardez pour vous et de ce que vous partagez avec les autres. Par conséquent, la seule définition de la protection de la vie privée qui importe est celle de la vie privée par défaut. Cela signifie que nous concevons la Small Tech de sorte que les données des gens restent sur leurs appareils. S'il y a une raison légitime pour laquelle cela n'est pas possible (par exemple, nous avons besoin d'un nœud permanent dans un système de pair à pair pour garantir l'accessibilité et la disponibilité), nous nous assurons que les données sont chiffrées de bout en bout et que l'individu qui possède l'outil possède les clés des informations privées et puisse contrôler seul qui est à chacun des « bouts » (pour éviter le spectre du [Ghosting](#)). [\[retour\]](#)
9. La configuration de base de notre technologie est le pair à pair : un système a-centré dans lequel tous les nœuds sont égaux. Les nœuds sur lesquels les individus n'ont pas de contrôle direct (p. ex., le nœud toujours

actif dans le système pair à pair mentionné dans la note précédente) sont des nœuds de relais non fiables et non privilégiés qui n'ont jamais d'accès aux informations personnelles des personnes. [\[retour\]](#)

10. Afin d'assurer un bien commun sain, nous devons protéger le bien commun contre l'exploitation et de l'enfermement. La Small Tech utilise des licences copyleft pour s'assurer que si vous bénéficiez des biens communs, vous devez redonner aux biens communs. Cela empêche également les Big Tech d'embrasser et d'étendre notre travail pour finalement [nous en exclure](#) en utilisant leur vaste concentration de richesse et de pouvoir. [\[retour\]](#)
11. La Small Tech est influencé en grande partie par la richesse du travail existant des concepteurs et développeurs inspirants de la communauté JavaScript qui ont donné naissance aux communautés [DAT](#) et [Scuttlebutt](#). Leur philosophie, qui consiste à créer des composants pragmatiques, modulaires, minimalistes et à l'échelle humaine, aboutit à une technologie qui est accessible aux individus, qui peut être maintenue par eux et qui leur profite. Leur approche, qui est aussi la nôtre, repose sur [la philosophie d'UNIX](#). [\[retour\]](#)
12. La Small Tech adhère [au manifeste du Design éthique](#). [\[retour\]](#)
13. La Small Tech est conçue par des humains, pour des humains ; c'est une approche résolument non-coloniale. Elle n'est pas créée par des humains plus intelligents pour des humains plus bêtes (par exemple, par des *développeurs* pour des *utilisateurs* – nous n'utilisons pas le terme *utilisateur* dans Small Tech. On appelle les personnes, des personnes.) Nous élaborons nos outils aussi simplement que possible pour qu'ils puissent être compris, maintenus et améliorés par le plus grand nombre. [Nous n'avons pas l'arrogance de supposer que les](#)

[gens feront des efforts excessifs pour apprendre nos outils](#). Nous nous efforçons de les rendre intuitifs et faciles à utiliser. Nous réalisons de belles fonctionnalités par défaut et nous arrondissons les angles. N'oubliez pas : la complexité survient d'elle-même, mais la simplicité, vous devez vous efforcer de l'atteindre. Dans la Small Tech, *trop intelligent* est une façon de dire *stupide*. Comme le dit Brian Kernighan : « *Le débogage est deux fois plus difficile que l'écriture du premier jet de code. Par conséquent, si vous écrivez du code aussi intelligemment que possible, vous n'êtes, par définition, pas assez intelligent pour le déboguer.* » Nous nous inspirons de l'esprit de la citation de Brian et l'appliquons à tous les niveaux : financement, structure organisationnelle, conception du produit, son développement, son déploiement et au-delà. [\[retour\]](#)

Crédit photo : [Small Things, Big Things](#) by [Sherman Geronimo-Tan](#). Licence [Creative Commons Attribution](#).

[\[retour\]](#)



À propos de l'auteur

Aral Balkan est un militant, designer et développeur. Il a co-fondé [Ind.ie](#), une toute petite organisation sans but lucratif qui travaille à la justice sociale à l'ère du numérique.

Pour soutenir son travail, vous pouvez acheter [Better Blocker pour iOS](#) et [Better Blocker pour macOS](#) ou encore vous pouvez [faire un don](#).

Il est disponible pour des [conférences publiques et des interviews](#)